

Cela est assez clair. Ne s'agit-il pas là d'une menace, monsieur le président?

En 1959, il disait:

Nous ne pouvons nous attendre à voir les Américains sauter d'un coup du capitalisme dans le communisme; mais nous pouvons aider les dirigeants élus à donner aux Américains des petites doses de socialisme, jusqu'à ce qu'ils s'éveillent soudain pour s'apercevoir qu'ils ont le communisme.

Monsieur le président, la crise d'octobre a également servi à atteindre un autre but, soit la publicité du gouvernement, qui s'est servi de la menace, de la peur, de la crainte et du désordre public pour «jouer à la politique». Il veut continuer à jouer ce jeu et à se servir d'autres crises éventuelles à ses propres fins, en laissant le public sans protection, comme à l'heure actuelle, au moyen d'une loi permanente; alors, si le danger devient imminent, le gouvernement peut faire semblant de courir au secours du peuple, pour mieux l'«enligner» derrière lui.

Le gouvernement ne veut pas d'une loi permanente, sérieuse et d'envergure nationale. Il veut faire oublier son incompetence et ses bêtises, en se servant d'une émeute quelconque, comme prétexte, pour faire oublier ses turpitudes, en vue de favoriser sa réélection. Le gouvernement libéral actuel veut faire ses prochaines élections—je passerai peut-être, en cette enceinte, pour un prophète, en faisant cette affirmation—sur le dos du FLQ. S'il manque de spectaculaire dans les menées du FLQ, il sera facile au parti libéral d'en organiser, car il l'a toujours fait, à la veille des élections. Nous avons pu constater qu'il a utilisé un stratagème similaire aux dernières élections provinciales du Québec.

S'il faut créer des fantômes, le parti libéral en créera. Ensuite, en Don Quichotte, il pourra courir au salut du peuple. Monsieur le président, je peux prédire que le parti libéral se servira de la peur pour se faire élire aux prochaines élections, créant un état de panique, en vue de faire oublier la société juste promise et jamais réalisée.

Monsieur le président, le gouvernement voudrait former un comité composé de sénateurs et de députés, afin d'étudier un projet de loi destiné à remplacer les mesures d'urgence. Ce geste, de la part du gouvernement,—je l'ai dit tantôt—est, à mon avis, complètement insensé.

Pourquoi les sénateurs siègeraient-ils à ce comité? Ils n'ont pas été élus par le peuple, et ils ne lui sont pas responsables. Les sénateurs contribueront seulement à ralentir les travaux du comité et à retarder la présentation de son rapport. Ce comité a pour tâche d'étudier—et non de préparer—une loi prévoyant l'adoption de mesures d'urgence.

Monsieur le président, lorsque nos électeurs ont voté pour nous, ils entendaient élire des députés et non pas des étudiants. Or, maintenant, le premier ministre voudrait nous astreindre à des études en comité, ne nous laissant aucun pouvoir de préparer une loi.

La création de ce comité a un seul but, celui de camoufler le manque de responsabilité du gouvernement, qui a peur de prendre ses responsabilités et se moque de la protection du peuple, car une autre crise comme celle d'octobre pourrait éclater demain. Le peuple n'aura rien de plus qu'avant la crise pour se protéger. L'abandon des mesures d'urgence, par le gouvernement, favorise seulement les anarchistes et les révolutionnaires.

Monsieur le président, une loi sur les mesures d'urgence ne m'affecte pas, ne me fait pas peur, ne m'énerve pas, ne bouscule pas ma famille, n'entre pas en contradiction avec mes mœurs. Une loi sur les mesures d'urgence peut nuire à qui? Si nous respectons la liberté des autres, nous ne pouvons pas porter atteinte aux libertés civiles d'un individu qui se tient dans le droit chemin. Ceux qui n'entretenaient pas de passé douteux, au cours des mois d'octobre ou de novembre, n'ont pas été importunés outre mesure.

Toutefois, je connais des gens qui ont été importunés dans des collèges, ou ailleurs, et que la police avait raison de vouloir interroger. Je connais même des professeurs, dans ma propre ville qui ont dû être congédiés, parce qu'au lieu d'enseigner ce qu'ils devaient à nos enfants, ils enseignaient la révolution. Ils n'avaient pas commis d'actes criminels, mais, par contre, l'éducation qu'ils donnaient à nos enfants était de qualité douteuse. Une de mes filles fréquente un CEGEP, et je savais à peu près tous les jours, toutes les fins de semaine, quelle sorte d'éducation on voulait donner aux étudiants. On n'a pas demandé à nos enfants d'aller déposer des bombes, mais on a voulu leur donner une éducation qui allait à 100 pour 100 de pair avec l'esprit des supposés libérateurs, qu'on appelle révolutionnaires.

Le très honorable premier ministre veut faire croire au peuple qu'il veut le protéger, tout en permettant en même temps aux révolutionnaires de mieux s'organiser en vue d'une deuxième offensive. Pourquoi attendre l'adoption de mesures d'urgence? Pourquoi attendre un an le rapport d'un comité, quand nous savons tout ce que nous avons besoin de savoir? Tous les faits nous ont été exposés. Même si nous ignorions certains faits, même si nous adoptions une loi d'urgence demain, si nous n'en avons pas besoin, cela ne nuirait à personne. Mais si, à un moment donné, le feu de la révolution éclate quelque part, nous n'aurons pas besoin de convoquer le Parlement et de commencer à nous contredire ou à nous obstiner, pour trouver une méthode destinée à contrecarrer la révolution.

Et pour jouer double jeu, le gouvernement a conçu l'idée d'un comité mixte comprenant assez de «parletoux» pour gaspiller du temps, alors que l'équipe de la révolution s'organise.

Monsieur le président, il faudrait être naïf pour croire que tout a été classé, que tout est chose du passé, car les révolutionnaires sont encore à l'œuvre. Nous avons encore des tueurs en liberté. Au fait, cela est devenu la seule vraie liberté.

La prospérité pour la pègre, voilà la récompense et le fruit des contributions aux caisses électorales. Il suffit de lire les journaux des trois derniers mois pour constater que dans la province de Québec, et dans la ville de Montréal plus particulièrement, il se perpète actuellement plus de meurtres que jamais auparavant.

• (9.20 p.m.)

Il ne faut rien changer à cela, semblent dire le gouvernement, le Nouveau parti démocratique et certains autres députés, car ils semblent vouloir s'engager sur la route qui conduit au socialisme dont rêve notre premier ministre. Je citerai, dans un instant, quelques faits qui montrent que ses rêves n'ont pas changé. Mais, en attendant la réalisation de son rêve socialiste, le premier